

IDENTITÉ

La Question jurassienne, la belle énigme

La Question jurassienne, comme objet d'étude. La persistance d'une identité forte dans la région suscite la curiosité du monde académique. Des étudiants de l'Université de Lausanne s'apprentent à venir réaliser une immersion d'une semaine, notamment à Moutier.

Quand il s'agit d'aborder la Question jurassienne, l'incompréhension, l'amusement, voire la lassitude priment à l'extérieur du Jura.

Cela se ressent en échangeant avec des étudiants en sciences politiques de l'Université de Lausanne. Certains sont amenés à se pencher directement sur la Question jurassienne lors d'un atelier pratique en méthodes qualitatives. Ces futurs enquêteurs sur la région jurassienne étaient justement réunis à une table ronde mardi sur le campus lausannois. «Ce combat semble bizarre. On a l'impression qu'on se bat pour pas grand-chose, même pas pour déboucher sur une séparation du pays», glisse un étudiant.

Mais qu'est-ce qui pousse donc ces Jurassiens et ces Bernois à se passionner autant? Cette petite dizaine d'étudiants du master en sciences politiques auront à répondre à cette épineuse question. Ils arriveront cette fin de semaine dans la région pour s'essayer à l'enquête de terrain. Ils s'immergeront pendant plusieurs jours notamment dans les lieux culturels ou les bistrotts.

Un cas bien particulier

Un cours consacré à la Question jurassienne dans un cadre universitaire, c'est rare. Ce cursus de master privilégie en général l'étranger, Marseille, voire l'Afrique du Nord pour chercher à comprendre des sentiments d'appartenance nationale ou régionale. Mais le Jura n'est pas dénué d'intérêt... «Dans un pays qui est souvent érigé comme un



L'effervescence jurassienne (ici lors du dernier scrutin à Moutier) a surpris dans le reste du pays.

ARCHIVES DF

modèle de démocratie pacifiée et de règlement de conflits par le consensus, le cas jurassien reste une énigme», sourit Mounia Bennani-Chraïbi, responsable de l'atelier pratique.

Après les années de lutte, le canton du Jura a pourtant pu se créer et un long processus d'institutionnalisation est passé par là. Mais le sentiment identitaire reste vivace, assure la chercheuse qui a suivi avec intérêt le cas de Moutier. Le sujet d'étude est visiblement passionnant et la piste ethnographique toute trouvée. Il faut comprendre ce qui perpétue cette identité dans le Jura et sa transmission aux nouvelles générations.

Si chaque Jurassien a bien évidemment ses propres hypothèses sur la question, les étudiants ont déjà pu s'appuyer

sur le ressenti de protagonistes de la Question jurassienne pour se faire une idée. Invités à cette table ronde, Orianne Grimm, Valentin Zuber et Jean-Claude Rennwald ont commenté, mais aussi nuancé la polarisation entre séparatistes et antiséparatistes.

À entendre la première citée, on comprend que des dérapages se sont produits entre les deux camps, avec notamment des attaques personnelles. Mais pour autant, Orianne Grimm n'a pas peint le diable sur la muraille. Selon elle, le climat reste globalement paisible, surtout depuis la votation.

Le traumatisme des minorités

Conseiller municipal autonomiste, Valentin Zuber a aussi cherché à relativiser cet-

te impression d'une polarisation qui serait propre à la région jurassienne. Selon lui, il y a depuis quelque temps un phénomène général de polarisation dans la société et Moutier ne ferait pas exception à cette tendance.

Mais pour l'élue socialiste, cette identification à un camp ou un autre reste bel et bien marquée au niveau du contex-

te politique de la région, c'est une évidence. Selon lui, plusieurs éléments d'analyse peuvent certainement l'expliquer. Tout d'abord, il y a bien sûr le fait qu'une minorité qui s'est sentie oubliée a voulu se faire entendre et prospérer en développant un État.

Pour Valentin Zuber, ce n'est toutefois pas tout. Les politiques publiques des deux

cantons ont généré un climat tendant à cette polarisation. Le Jura en n'admettant pas, pendant longtemps, qu'il n'avait plus de revendications territoriales; Berne en agissant sur la symbolique de la non-reconnaissance du peuple jurassien ou en mettant de côté des personnes autonomistes. «Avec ces deux politiques (...), les deux populations majoritaires se sont senties extrêmement à l'aise, mais les populations minoritaires ont vécu une sorte de traumatisme», a-t-il commenté. Et comme Moutier était à cheval entre deux, la polarisation y a été particulièrement forte, a-t-il poursuivi.

La langue, la culture, la politique

Les pistes sont nombreuses. De quoi aider les étudiants, mais aussi peut-être leur donner un beau mal de tête! La Question jurassienne apparaît parfois compliquée.

Ancien conseiller national, Jean-Claude Rennwald y est d'ailleurs allé de son interprétation. Selon lui, la langue a joué un rôle prépondérant dans la Question jurassienne, tout comme le désir de créer un nouveau canton pour favoriser le développement de la région. Mais pour lui, les différences s'expliquent aussi par la culture, particulièrement vivante côté autonomiste, mais aussi des opinions politiques très similaires entre Moutier et le canton du Jura.

Le sujet d'étude est posé, certaines pistes formulées. Aux étudiants à présent de se faire une idée dans le terrain, en s'intégrant dans la vie des Jurassiens. Ne soyez pas surpris si vous les croisez.

BENJAMIN FLEURY

Une absence de lien avec l'extrême-droite

La création de cette identité jurassienne est intéressante à aborder, car elle est particulière dans le sens où elle n'a aucun lien avec les milieux conservateurs ou l'extrême-droite. C'est le cas généralement au plan national. «Oui, c'est vrai. Ici, ce qui se joue est différent.

Il y a une volonté d'autonomisation par rapport à une force que l'on ressent comme dominante», analyse Alexandre Dafflon, maître d'enseignement suppléant à l'Université de Lausanne. Selon lui, cette logique se constate aussi dans d'autres régions, comme la Catalogne. **BFL**

Du thé de Noël pour aider les familles



Les enfants sont prêts à commencer leur vente.

PRO JUNIOR La vente solidaire effectuée par les écoliers sous l'égide de Pro Junior, anciennement Pro Juventute, est reconduite. Les élèves de nombreuses écoles de l'Arc jurassien viendront aux portes des maisons pour réunir des fonds en faveur des familles dans le besoin.

L'action a en partie déjà débuté dans les Franches-Montagnes. Elle sera lancée aujourd'hui dans les districts de Porrentruy et Delémont et s'étalera sur un mois.

Cette action vieille de plus de cent ans sera marquée par quelques nouveautés. Les timbres, dont se souviennent des gé-

nération d'élèves, sont en effet remplacés par de nouveaux produits, à savoir du thé de Noël, des cuillères en chocolat et un sac en PET recyclé. En outre, l'association s'adapte aux changements sociétaux, puisqu'elle a créé pour la première fois un magasin de vente en ligne sur son site.

Des milliers de familles aidées

Pro Junior Arc jurassien rappelle l'importance de cette action. Elle reste sa principale source de financement pour l'aide aux familles. «Que ce soit en pratiquant un sport, en participant à un camp de vacances ou encore en apprenant à jouer d'un instrument, chaque enfant a le droit à une enfance épanouie», relève l'association qui vient en aide à 4000 familles par année.

Pour Pro Junior, cette édition revêt d'ailleurs une importance toute particulière, car l'association a dû réduire ses ventes l'année dernière, alors que les demandes sont en hausse. **BFL**

EN BREF

Faudra-t-il montrer le passe pour siéger?



PARLEMENT Le groupe parlementaire socialiste souhaite que la présentation d'un certificat Covid soit exigée pour siéger au Parlement jurassien. Il vient d'en faire la demande en déposant une motion interne urgente. Pour rappel, l'assemblée fédérale est elle-même soumise à ce régime, après avoir changé début octobre la loi sur le Parlement. D'autres cantons ont ensuite fait de même. La députée socialiste Jelica Aubry-Janketic estime qu'il est du devoir des députés de se soumettre aux

règles en vigueur et de manifester leur solidarité envers les acteurs concernés. «À l'heure où l'accès à de nombreux secteurs culturels, sportifs, économiques, hôteliers et de restauration est restreint aux détenteurs d'un tel certificat, et ce depuis plus de deux mois déjà, l'absence d'une telle réglementation pour les élu-e-s cantonaux paraît comme un avantage indu et injustifié», écrit-elle. **BFL**